

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/VNM/2/Rev.3

4 novembre 2003

(03-5878)

**Groupe de travail de
l'accession du Viet Nam**

Original: anglais

ACCESSION DU VIET NAM

Offre d'engagements spécifiques concernant les services

Révision

Le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam a fait parvenir au Secrétariat une offre révisée d'engagements spécifiques concernant les services, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Groupe de travail.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. ENGAGEMENTS HORIZONTALS			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS LA PRÉSENTE LISTE	<p>1) Comme précisé pour chaque secteur et sous-secteur</p> <p>2) Comme précisé pour chaque secteur et sous-secteur</p> <p>3) Sauf indication contraire concernant des secteurs ou sous-secteurs spécifiques de la présente liste, les entreprises étrangères sont autorisées à établir une présence commerciale au Viet Nam en vertu de la Loi sur l'investissement étranger au Viet Nam, sous forme de contrats de représentation commerciale¹, de coentreprises et d'entreprises à capitaux entièrement étrangers.</p> <p>Les bureaux de représentation des fournisseurs de services étrangers sont autorisés à s'établir au Viet Nam mais ne doivent pas exercer directement d'activité lucrative².</p> <p>Sauf indication contraire concernant des secteurs ou sous-secteurs spécifiques de la présente liste, l'établissement de succursales est non consolidé.</p> <p>Les conditions relatives au régime de</p>	<p>1) Comme précisé pour chaque secteur et sous-secteur</p> <p>2) Comme précisé pour chaque secteur et sous-secteur</p> <p>3) Non consolidé, sauf indication contraire concernant chaque secteur ou sous-secteur de la présente liste. Non consolidé pour les subventions accordées aux fournisseurs de services vietnamiens.</p>	

¹ Un contrat de coopération commerciale s'entend d'un document, signé par deux parties ou plus, établissant les responsabilités des parties et la répartition des résultats commerciaux entre celles-ci, en vue d'investissements et de la conduite d'activités commerciales au Viet Nam sans qu'une entité juridique ne soit créée.

² Un bureau de représentation est un service rattaché à une entreprise étrangère, qui est créé conformément au droit vietnamien aux fins de la recherche et de l'exploitation de possibilités commerciales et touristiques mais qui n'est pas autorisé à exercer directement des activités lucratives.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>propriété, au fonctionnement et au champ d'activité, telles qu'elles sont énoncées dans les licences établissant ou autorisant l'exploitation ou la fourniture de services par un fournisseur de services étranger existant ou dans les accords pertinents établis avant la date de l'accession, ne seront pas rendues plus restrictives qu'elles ne le sont à la date de l'accession du Viet Nam à l'OMC.</p> <p>Les personnes morales et physiques étrangères autorisées à exercer une activité commerciale au Viet Nam peuvent louer des immeubles et des bureaux.</p> <p>Les entreprises à participation étrangère directe sont autorisées par les autorités vietnamiennes compétentes à louer les terrains pour conduire leurs projets d'investissement. La période de location des terrains correspond à la durée d'activité de ces entreprises et sera précisée dans leur autorisation d'investissement.</p> <p>Conformément à la réglementation actuelle spécifiée par le gouvernement vietnamien, les investisseurs étrangers peuvent acheter des parts d'entreprises d'État qui ont été transformées en sociétés par actions, la part totale détenue par l'investisseur étranger dans chaque entreprise ne pouvant dépasser 30 pour cent du capital de celle-ci.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué dans la colonne relative à l'accès aux marchés</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques entrant dans l'une des catégories suivantes:</p> <p>a) le personnel d'encadrement, les dirigeants et les spécialistes d'une entreprise étrangère ayant établi une présence commerciale sur le territoire vietnamien et qui sont transférés temporairement à l'intérieur de la société, sont admis dans le pays et obtiennent un permis de séjour pour une période initiale de trois ans qui pourra être prorogée en fonction de la durée d'activité de ces entités au Viet Nam;</p> <p>b) le personnel d'encadrement, les dirigeants et les spécialistes étrangers qui contribuent au fonctionnement d'une entité constituant une présence commerciale au Viet Nam, et dont les postes ne peuvent être occupés par des Vietnamiens, sont admis dans le pays et obtiennent un permis de séjour correspondant à la durée du contrat d'investissement considéré ou pour une période initiale de trois ans si celle-ci est plus courte que la durée du contrat, période qui pourra être prorogée en fonction du contrat de travail qu'ils</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>ont conclu avec ladite entité;</p> <p>i) Le personnel d'encadrement et les dirigeants sont les personnes qui ont essentiellement pour tâche de diriger la gestion des entreprises étrangères ayant établi une présence commerciale au Viet Nam, auxquelles le conseil d'administration ou les actionnaires de l'entreprise ou leur équivalent n'adressent que des indications ou directives de caractère général, ce qui inclut les personnes qui dirigent l'établissement ou un de ses départements ou services, qui supervisent et contrôlent le travail d'autres superviseurs, professionnels ou cadres et qui sont habilités personnellement à recruter et à licencier ou à recommander le recrutement ou le licenciement de personnel, ou à prendre d'autres décisions concernant le personnel, et qui n'exécutent pas directement des tâches concernant la fourniture effective des services de l'établissement;</p> <p>ii) les spécialistes sont les personnes physiques qui</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>possèdent des compétences commerciales, techniques ou professionnelles, et qui ont la charge d'un volet particulier des activités liées à une présence commerciale au Viet Nam. Les compétences sont évaluées au vu de l'expérience professionnelle du requérant, de ses qualifications et de son aptitude à occuper le poste en question.</p> <p>c) les vendeurs de services – personnes non établies sur le territoire vietnamien et ne recevant aucune rémunération de sources sises au Viet Nam, dont les activités consistent à représenter un fournisseur afin de négocier la prestation de ses services, lorsque:</p> <p>i) lesdits services ne sont pas fournis directement au grand public; et</p> <p>ii) le vendeur des services ne les fournit pas directement. Le séjour de ces personnes est limité à 90 jours.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
I. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
1. Services professionnels			
a) Services juridiques (CPC 861), à l'exclusion de la législation vietnamienne	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Les praticiens du droit étrangers ne sont pas autorisés à participer à une procédure juridique en qualité de défenseurs ou de représentants de leurs clients devant les tribunaux vietnamiens. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	3) La durée d'activité d'une succursale d'un cabinet juridique étranger est de cinq ans à compter de la date à laquelle une licence est délivrée et peut être prorogée sur demande.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pendant les trois années qui suivront la date de l'accession, les licences seront délivrées au cas par cas. Le nombre des fournisseurs de services sera fixé par le Ministère des finances en fonction des besoins et du développement du marché vietnamien.³ - Pour que la licence soit accordée, l'entreprise étrangère doit compter au moins cinq personnes titulaires d'un certificat de pratique comptable et d'un certificat d'auditeur, délivrés par le Ministère des finances, et ayant pratiqué au Viet Nam pendant plus de deux ans. - Pendant les deux années qui suivront la date de l'accession, les entreprises à participation étrangère ne seront autorisées à fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère et que pour des projets à financement étranger au Viet Nam. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

³ Les principaux critères comprennent le nombre et l'activité des entreprises sur le marché et leur incidence sur la stabilité du marché et de l'économie.

Modes de fourniture:	1) Fourniture transfrontières	2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés		Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services de conseil fiscal (CPC 863)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que: - Pendant les cinq années qui suivront la date de l'accession, les licences seront délivrées au cas par cas. Le nombre des fournisseurs de services sera fixé par le Ministère des finances en fonction des besoins et des perspectives de développement du marché vietnamien. ⁴ - Pendant les cinq années qui suivront la date de l'accession, les entreprises fournissant des services de conseil fiscal à participation étrangère ne seront autorisées à fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère et que pour des projets à financement étranger au Viet Nam. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

4 Les principaux critères comprennent le nombre et l'activité des entreprises sur le marché et leur incidence sur la stabilité du marché et de l'économie.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services d'architecture (CPC 8671)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, si ce n'est que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux ans après la date de l'accession, des sociétés à participation entièrement étrangère peuvent être établies. - Pendant les deux ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère au Viet Nam. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant, si ce n'est que le service doit être authentifié par un architecte titulaire d'un certificat de pratique approprié et qui travaille dans un bureau d'architectes vietnamien ayant le statut de personne morale et se conformant aux lois et réglementations vietnamiennes pertinentes.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, si ce n'est que les architectes étrangers travaillant dans des entreprises à participation étrangère doivent être titulaires d'un certificat de pratique professionnelle délivré ou reconnu par le gouvernement vietnamien.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Les entreprises étrangères doivent avoir le statut de personne morale dans un Membre de l'OMC.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services d'ingénierie (CPC 8672) f) Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, si ce n'est que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux ans après la date de l'accession, des sociétés à participation entièrement étrangère peuvent être établies. - Pendant les deux ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère au Viet Nam. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant, si ce n'est que le service doit être authentifié par un architecte titulaire d'un certificat de pratique approprié et qui travaille dans une organisation vietnamienne fournissant des services d'ingénierie, disposant du statut de personne morale et se conformant aux lois et réglementations vietnamiennes pertinentes.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les entreprises à participation étrangère ne sont pas autorisées à fournir les services relatifs aux études topographiques, géotechniques, hydrogéologiques et environnementales ni aux études techniques concernant la planification du développement urbain et rural et la planification du développement sectoriel, sauf autorisation expresse du gouvernement vietnamien.</p> <p>Les ingénieurs étrangers travaillant dans des entreprises à participation étrangère doivent être titulaires d'un certificat de pratique professionnelle délivré ou reconnu par le gouvernement vietnamien.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Les entreprises étrangères doivent avoir le statut de personne morale dans un Membre de l'OMC.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Services d'aménagement urbain (CPC 86741)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, si ce n'est que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux ans après la date de l'accession, des sociétés à participation entièrement étrangère peuvent être établies. - Pendant les deux ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère au Viet Nam. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant, si ce n'est que le service doit être authentifié par un architecte titulaire d'un certificat de pratique approprié et qui travaille dans une étude d'architectes vietnamienne disposant du statut de personne morale et se conformant aux lois et réglementations vietnamiennes pertinentes.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les architectes étrangers travaillant dans des entreprises à participation étrangère doivent être titulaires d'un certificat de pratique professionnelle délivré ou reconnu par le gouvernement vietnamien.</p> <p>Dans certains domaines, en fonction de la réglementation édictée par le gouvernement vietnamien pour des raisons de sécurité nationale et de stabilité sociale, il est possible que les investisseurs étrangers ne soient pas autorisés à fournir ce service.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Les entreprises étrangères doivent avoir le statut de personne morale dans un Membre de l'OMC.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services d'architecture paysagère (CPC 86742)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, si ce n'est que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux ans après la date de l'accession, des sociétés à participation entièrement étrangère peuvent être établies. - Pendant les deux ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère directe au Viet Nam. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant, si ce n'est que le service doit être authentifié par un architecte titulaire d'un certificat de pratique approprié et travaillant dans une organisation vietnamienne qui fournit des services d'architecture, dispose du statut de personne morale et se conforme aux lois et réglementations vietnamiennes pertinentes.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les architectes étrangers travaillant dans des entreprises à participation étrangère doivent être titulaires d'un certificat de pratique professionnelle délivré ou reconnu par le gouvernement vietnamien.</p> <p>Dans certains domaines, en fonction de la réglementation édictée par le gouvernement vietnamien pour des raisons de sécurité nationale et de stabilité sociale, il est possible que les investisseurs étrangers ne soient pas autorisés à fournir ce service.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3) Les entreprises étrangères doivent avoir le statut de personne morale dans un Membre de l'OMC.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Services vétérinaires (CPC 932)	1) Néant 2) Néant 3) L'accès est accordé aux personnes physiques exclusivement aux fins de la pratique professionnelle privée et sur autorisation des autorités vétérinaires. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2. Services informatiques et services connexes (CPC 841-849)			
	1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que: Pendant les deux ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère au Viet Nam. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
3. Services de recherche et développement (CPC 841-849)			
a. Services de R&D en sciences naturelles (CPC 851)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
6. Autres services fournis aux entreprises			
a) Services de publicité (CPC 871, à l'exclusion de la publicité pour les vins/spiritueux et les cigarettes)	1) Néant 2) Néant 3) À compter de l'accession, les investisseurs étrangers pourront établir une coentreprise ou conclure un contrat de coopération commerciale avec des partenaires vietnamiens légalement autorisés à fournir des services de publicité. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise. Cinq ans après l'accession, ce plafond sera porté à 51 pour cent. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
b) Services d'études de marché (CPC 864 à l'exclusion de la sous-classe 8642)	1) Néant 2) Néant 3) Uniquement dans le cadre d'une coentreprise ou d'un contrat de coopération commerciale. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise. Cinq ans après l'accession, ce plafond sera supprimé. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
(c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	1) Néant 2) Néant 3) Pendant les cinq années qui suivront l'accession, uniquement dans le cadre d'une coentreprise ou d'un contrat de coopération commerciale. Par la suite, les investisseurs étrangers pourront établir des entreprises à participation entièrement étrangère. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture (CPC 881)5	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé, si ce n'est que: Trois ans après l'accession, seules des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère ne dépasse pas 50 pour cent pourront être établies. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

5 À l'exclusion des services liés aux études, à l'évaluation et à l'exploitation des forêts naturelles, y compris l'exploitation des bois, la chasse et le piégeage des animaux des espèces sauvages, rares et précieuses, la photographie aérienne, l'ensemencement aérien, la pulvérisation et le saupoudrage aériens de produits chimiques et l'utilisation de végétaux microbiens et de ressources génétiques animales dans l'agriculture.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Services annexes aux industries extractives (à l'exclusion du pétrole et du gaz) (CPC 883)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé, si ce n'est que: Cinq ans après l'accession, des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère ne dépasse pas 50 pour cent pourront être établies. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
i) Services annexes aux industries manufacturières (CPC 884 et 885)	1) Néant 2) Néant 3) Trois ans après l'accession, seules des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère ne dépasse pas 50 pour cent pourront être établies. Cinq ans après, cette limitation relative au capital sera abolie. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
n) Entretien et réparation de matériel (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs et autres véhicules et matériels de transport) (CPC 633)	1) Néant 2) Néant 3) Trois ans après l'accession, seules des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère ne dépasse pas 50 pour cent pourront être établies. Cinq ans après, cette limitation relative au capital sera abolie. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques	
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés
	Limitations concernant le traitement national
Engagements additionnels	
II. SERVICES DE COMMUNICATION	
3. Services de télécommunication	
Services de télécommunication de base	1) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des opérateurs de centres têtes de ligne vietnamiens
(a) Services de téléphonie vocale (CPC 7521), y compris services locaux, nationaux à grande distance et internationaux (CPC 7521)	2) Néant
	3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir des services de télécommunication de base
	Six ans après la date de l'accession, des licences permettant d'établir des coentreprises avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir des services de télécommunication pourront être délivrées par les autorités compétentes en fonction des besoins de développement du marché vietnamien ⁷ . La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise.
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"

6 Dans le domaine des communications et services connexes, les coentreprises ne sont pas autorisées à construire leurs propres circuits à grande distance et international mais doivent louer ceux des opérateurs vietnamiens.

⁷ Les principaux critères comprennent le nombre et l'activité des fournisseurs étrangers existant sur le marché et leur incidence sur la stabilité du marché et l'intérêt général des consommateurs.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (CPC 7523**) c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (CPC 7523**) d) Services de téléx (CPC 7523**) e) Services de télégraphie (CPC 7523**) f) Services de télécopie (CPC 7521** + 7529**) g) Services de circuits loués privés (CPC 7522** + 7523**) - Services assurés par des moyens radioélectriques (y compris mobiles, cellulaires et par satellite)	1) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des opérateurs de centres têtes de ligne vietnamiens 2) Néant 3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir les services de télécommunication énumérés sous les points b) à g). Cinq ans après l'accession, des coentreprises pourront être établies avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir les services de télécommunication énumérés sous les points b) à g), la participation étrangère étant plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise considérée. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services à valeur ajoutée</u> - Services de courrier électronique (CPC 7523**) - Services d'audiomessagerie téléphonique (CPC 7523**) - Services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de bases de données (CPC 7523**) - Services d'échange électronique de données (EED) (CPC 7523**) - Services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie, y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche (CPC 7523**) - Services de conversion de codes et de protocoles - Services de traitement direct de l'information et de données (CPC 843**)	1) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des opérateurs de centres têtes de ligne vietnamiens 2) Néant 3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir les services de télécommunication énumérés sous les points h) à n). Quatre ans après l'accession, des coentreprises pourront être établies avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir les services de télécommunication énumérés sous les points h) à n), la participation étrangère étant plafonnée à 50 pour cent du capital social de la coentreprise considérée. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Le Viet Nam souscrit aux obligations énoncées dans le document de référence ci-joint.
4. Services audiovisuels			
a) Services de production de films cinématographiques (CPC 9611** à l'exclusion des bandes vidéo)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale ou de coentreprises avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir ces services au Viet Nam. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services de distribution de films cinématographiques (CPC 9611** à l'exclusion des bandes vidéo)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale ou de coentreprises avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir ces services au Viet Nam. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise. Cinq ans après l'accession, ce plafond sera porté à 51 pour cent. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Le nombre des films cinématographiques importés annuellement ne peut dépasser les deux tiers du nombre des films produits dans le pays.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de projection de films cinématographiques (CPC 9612)	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Uniquement dans le cadre de contrats de coopération commerciale ou de coentreprises avec des partenaires vietnamiens autorisés à fournir ces services au Viet Nam. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social. Sept ans après l'accession, ce plafond sera porté à 51 pour cent.</p> <p>Les services devraient être fournis parallèlement aux investissements dans la construction de cinémas.</p> <p>Les maisons de la culture vietnamiennes, les lieux de projection publique de films, les clubs et sociétés de cinéma pour le public et les équipes de projection mobiles ne sont pas autorisés à passer des contrats de coopération commerciale ou à créer des coentreprises avec des fournisseurs de services étrangers.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>3) Chaque année, le nombre de films étrangers projetés par chaque salle de cinéma peut représenter les deux tiers du nombre total des films projetés.</p>
e) Services d'enregistrement sonore	<p>1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
III. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNÉRIE CONNEXES			
1. Travaux généraux de construction de bâtiments (CPC 512)	1) Non consolidé*	1) Non consolidé*	3) Les entreprises étrangères doivent avoir le statut de personne morale dans un Membre de l'OMC.
2. Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)	2) Néant	2) Néant	
3. Travaux de pose d'installations et d'assemblage (CPC 514, 516)	3) Néant, si ce n'est que:	3) Néant	
4. Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments (CPC 517)	Pendant les trois ans suivant la date d'établissement et d'entrée en activité, les entreprises à participation entièrement étrangère ne peuvent fournir des services qu'à des entreprises à participation étrangère et que pour des projets à financement étranger au Viet Nam.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
5. Autres services (CPC 511, 515, 518)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"		

* Car techniquement irréalisable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
IV. SERVICES DE DISTRIBUTION			
<u>Mesures applicables à tous les sous-secteurs des services de distribution:</u>			
<p>1. Le pétrole et les dérivés du pétrole, les engrais, les insecticides, les vins/spiritueux et autres boissons alcooliques, les cigarettes et cigares, les médicaments, les métaux précieux et pierres précieuses, les explosifs, le riz et la farine de blé sont exclus des engagements.</p> <p>2. L'annexe 1 de la présente liste énonce les autres restrictions concernant les droits de distribution, y compris le droit de revente au moment de l'importation, et indique les modalités de leur élimination progressive.</p>			
1. Services de courtage, à l'exclusion des services de courtage pour personnes morales étrangères (CPC 621)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Dans les trois années qui suivront la date de l'accession, il ne sera possible d'établir des coentreprises avec des partenaires vietnamiens que si la participation étrangère ne dépasse pas 49 pour cent de la coentreprise considérée. Trois ans plus tard, il sera possible d'établir des coentreprises à participation majoritairement étrangère.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. Services de commerce de gros (CPC 622)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Dans les trois années qui suivront la date de l'accession, il ne sera possible d'établir des coentreprises avec des partenaires vietnamiens que si la participation étrangère ne dépasse pas 49 pour cent de la coentreprise considérée.</p> <p>Six ans après la date de l'accession, il sera possible d'établir des coentreprises à participation majoritairement étrangère.</p> <p>Neuf ans après la date de l'accession, les sociétés à participation entièrement étrangère seront autorisées.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. Services de commerce de détail (CPC 631 + 632)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Uniquement sous forme de coentreprises, la participation étrangère étant plafonnée à 49 pour cent du capital social.</p> <p>Trois ans après la date de l'accession, les fournisseurs de services étrangers pourront établir des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère sera plafonnée à 50 pour cent du capital social.</p> <p>Cinq ans après, cette limitation relative au capital sera abolie.</p> <p>L'établissement de points de vente pour les services de commerce de détail (au-delà du premier) sera examiné au cas par cas⁸.</p> <p>Les services de commerce de détail en ligne peuvent faire l'objet de restrictions géographiques.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

⁸ Les principaux critères comprennent le nombre des fournisseurs étrangers présents dans une zone géographique déterminée.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
V. SERVICES D'ÉDUCATION⁹			
3. Services d'enseignement supérieur (CPC 923)	1) Non consolidé	1) Non consolidé	La teneur du programme d'enseignement doit être approuvée par le Ministère vietnamien de l'éducation et de la formation.
4. Enseignement pour adultes (CPC 924)	2) Néant	2) Néant	
5. Autres services d'éducation (CPC 929, y compris l'enseignement de l'anglais)	3) Trois ans après la date de l'accession, il sera possible d'établir des coentreprises.	3) Les enseignants étrangers qui souhaitent travailler dans des établissements d'éducation à participation étrangère devront avoir au moins cinq ans d'expérience de l'enseignement et leurs qualifications devront être reconnues par l'autorité compétente.	
	Cinq ans après la date de l'accession, des établissements d'éducation à participation entièrement étrangère pourront être établis.	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"			
VII. SERVICES FINANCIERS			
1. Services d'assurance et relatifs à l'assurance	1) Non consolidé, à l'exclusion des services d'assurance internationale maritime et aéronautique	1) Non consolidé	
a) Services d'assurance-vie, à l'exclusion des services d'assurance maladie	2) Néant	2) Néant	
b) Services d'assurance autres que sur la vie	3) Non consolidé, si ce n'est que:	3) Non consolidé	
c) Services de réassurance et de rétrocession	Les fournisseurs de services étrangers sont autorisés à établir une présence commerciale au Viet Nam sous les deux formes suivantes: i) coentreprises; ii) entreprises à participation entièrement étrangère, en fonction des besoins de		

⁹ Uniquement dans les domaines des techniques, des sciences naturelles et de la technologie.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services auxiliaires de l'assurance (à l'exclusion des services de courtage en assurances)	<p>développement du marché vietnamien des assurances¹⁰. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social de la coentreprise considérée.</p> <p>Les compagnies d'assurance à participation étrangère ne seront pas autorisées à opérer dans le domaine des assurances obligatoires, ce qui inclut l'assurance aux tiers pour les véhicules automobiles, l'assurance des constructions et installations, l'assurance des projets pétroliers et gaziers et l'assurance des projets et travaux de construction présentant un risque élevé pour la sécurité publique et l'environnement.</p> <p>Les compagnies d'assurance à participation étrangère doivent être réassurées auprès de la Société vietnamienne de réassurance pour une part minimale de 20 pour cent des engagements contractés. Cette restriction sera examinée en vue d'une élimination progressive à déterminer en fonction du développement du marché vietnamien des assurances.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

¹⁰ Les critères d'octroi des licences sont le nombre des fournisseurs présents sur le marché, les activités de ces entreprises et leur influence sur la stabilité du marché, de l'économie et de la société.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. Services bancaires et autres services financiers			
<p>1. Les engagements concernant les services bancaires et autres services financiers sont pris conformément aux lois et réglementations pertinentes promulguées par les autorités compétentes du Viet Nam afin d'assurer la conformité à l'article VI de l'AGCS et au paragraphe 2 a) de l'Annexe de l'AGCS sur les services financiers.</p> <p>2. La portée des activités et les types de services fournis par les établissements de crédit des différentes formes spécifiées ci-après font l'objet des lois et réglementations vietnamiennes pertinentes.</p>			
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales c) Crédit-bail d) Tous services de règlement et de transferts monétaires, y compris cartes de crédit, de paiement et similaires, chèques de voyage et traites e) Garanties et engagements h) Courtage monétaire i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de	1) Non consolidé, sauf les services d'information financière B(k) et B(l) 2) Néant, si ce n'est que toutes les questions de contrôle des changes sont soumises à l'approbation de la Banque du Viet Nam ou font l'objet de limitations fixées par la Banque. 3) Néant, si ce n'est que: a) Les établissements de crédit étrangers ne sont autorisés à établir une présence commerciale au Viet Nam que sous les formes suivantes: i) S'agissant des banques commerciales étrangères: bureau de représentation, succursale de banque commerciale étrangère, banque commerciale constituée en coentreprise à participation étrangère plafonnée à 50 pour cent du capital social, société	1) Non consolidé, sauf B(k) et B(l) 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que: a) Conditions d'établissement et d'entrée en activité au Viet Nam: les succursales de banques étrangères, les banques constituées en coentreprise, les sociétés financières à participation entièrement étrangère, les sociétés financières constituées en coentreprise, les sociétés de crédit-bail à participation entièrement étrangère et les sociétés de crédit-bail constituées en coentreprise doivent demander des licences.	

11 Les principaux critères comprennent le nombre des établissements de crédit sur le marché, la portée des activités des établissements de crédit et leur incidence sur l'économie.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pensions, services de dépositaire et services fiduciaires</p> <p>j) Services de règlement et de compensation afférents à des actifs financiers, y compris valeurs mobilières, produits dérivés et autres instruments négociables</p> <p>k) Services de conseil, d'intermédiation et autres services financiers auxiliaires de toutes les activités énumérées sous les points a) à k) à l'exclusion du point f), y compris cote de crédit et analyse financière, recherche et conseil en investissements et en placements et conseil en matière d'acquisitions, de restructurations et de stratégies d'entreprises</p> <p>l) Fourniture et transfert d'informations financières, et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers</p>	<p>de crédit-bail constituée en coentreprise, société de crédit-bail à participation entièrement étrangère, société financière constituée en coentreprise et société financière à participation entièrement étrangère.</p> <p>ii) S'agissant des sociétés financières étrangères: bureau de représentation, société financière constituée en coentreprise, société financière à participation entièrement étrangère, société de crédit-bail constituée en coentreprise et société de crédit-bail à participation entièrement étrangère.</p> <p>iii) S'agissant des sociétés de crédit-bail étrangères: bureau de représentation, société de crédit-bail constituée en coentreprise et société de crédit-bail à participation entièrement étrangère.</p> <p>b) Pendant les quatre années qui suivront la date de l'accession, à l'exclusion des formes de présence commerciale spécifiées sous les points a) i), a ii) et a) iii), les autres fournisseurs de services financiers étrangers ne pourront établir de</p>	<p>b) Les conditions d'établissement d'une succursale de banque étrangère au Viet Nam sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - capital minimal de 15 millions de dollars versé par la banque mère; - caution donnée par écrit par la 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>présence commerciale au Viet Nam que sous la forme d'une coentreprise avec des partenaires vietnamiens habilités à exercer des activités bancaires. Par la suite, cette restriction sera supprimée.</p> <p>c) Pendant les cinq années qui suivront la date de l'accession, de nouvelles licences seront délivrées pour tous les types de présence commerciale mentionnés ci-dessus, en fonction du développement économique et des besoins du marché financier du Viet Nam.¹¹</p> <p>d) Les investisseurs étrangers ne sont autorisés à acheter des parts de banques commerciales transformées en sociétés par actions que sur autorisation de la Banque du Viet Nam.</p> <p>e) Pendant les dix années qui suivront la date de l'accession, une succursale de banque étrangère pourra accepter, de la part de personnes physiques et morales</p>	<p>banque mère par laquelle elle s'engage à assumer l'ensemble des responsabilités et engagements de sa succursale au Viet Nam;</p> <p>- autorisation des autorités compétentes étrangères.</p> <p>c) Les conditions d'établissement d'une banque constituée en coentreprise sont les suivantes:</p> <p>- capital social minimal de 10 millions de dollars EU;</p> <p>- autorisation des autorités compétentes étrangères.</p> <p>d) Les conditions d'établissement des sociétés financières à participation entièrement étrangère, des sociétés financières constituées en coentreprise, des sociétés de crédit-bail à participation entièrement étrangère et des sociétés de crédit-bail constituées en coentreprise sont les suivantes:</p> <p>- capital social minimal de 5 millions de dollars EU;</p> <p>- réalisation de bénéfices pendant les trois dernières années consécutives au moins;</p> <p>- autorisation des autorités compétentes étrangères.</p> <p>e) Transferts monétaires:</p> <p>- une succursale d'une banque étrangère n'est autorisée à transférer</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>vietnamiennes avec lesquelles la banque n'a pas de relation de crédit, des dépôts en dông représentant plus d'une certaine part de son capital versé, en fonction du calendrier ci-après. Par la suite, ces restrictions seront supprimées:</p> <p>Année 1: 50 pour cent du capital social versé Année 2: 100 pour cent du capital social versé Année 3: 250 pour cent du capital social versé Année 4: 350 pour cent du capital social versé Année 5: 500 pour cent du capital social versé Année 6: 650 pour cent du capital social versé Année 7: 800 pour cent du capital social versé Année 8: 900 pour cent du capital social versé Année 9: 1000 pour cent du capital social versé Année 10: Traitement national complet</p> <p>f) Une succursale de banque étrangère n'est pas autorisée à accepter des dépôts en devises de personnes physiques et morales vietnamiennes avec lesquelles elle n'a pas de relation de crédit.</p> <p>g) Une succursale de banque étrangère: - n'est pas autorisée à ouvrir d'autres points de transactions en dehors de</p>	<p>à l'étranger qu'un montant représentant moins de 30 pour cent de son capital versé;</p> <p>- Une banque constituée en coentreprise est autorisée à transférer à l'étranger un montant représentant moins de 10 pour cent de son capital social.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>son siège central.</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'est pas autorisée à ouvrir de sous-succursale. - n'est pas autorisée à installer des guichets automatiques (GAB) ailleurs que dans ses bureaux. <p>h) Une banque constituée en coentreprise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - n'est autorisée à accepter que des dépôts légalement acquis sous forme de comptes ouverts en devises de la part de personnes physiques vietnamiennes. Le montant total de ces comptes ne doit pas dépasser 50 pour cent du capital social de la banque constituée en coentreprise. - n'est pas autorisée à accepter des devises de la part de personnes morales vietnamiennes. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>- <u>Titres</u></p> <p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:</p> <p>- instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.)</p> <p>- opérations de change;</p> <p>- produits dérivés, y compris instruments à terme et options;</p> <p>- instruments du marché des changes et du marché monétaire, y compris swaps, accords de taux à terme, etc.</p> <p>- valeurs mobilières négociables;</p> <p>- autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Les fournisseurs de services liés aux valeurs mobilières étrangères non bancaires ne seront autorisés à établir que des bureaux de représentation au Viet Nam.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions.	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Au moment de l'accession, les fournisseurs de services liés aux valeurs mobilières étrangères non bancaires ne seront autorisés à établir que des bureaux de représentation au Viet Nam.</p> <p>Cinq ans après la date de l'accession, l'établissement de coentreprises avec des partenaires vietnamiens dans lesquelles la participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital fera l'objet d'une licence.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
VIII. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
1. Services hospitaliers (CPC 9311)	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que:</p> <p>Les fournisseurs de services étrangers sont autorisés à fournir des services par l'établissement d'hôpitaux à participation entièrement étrangère, de coentreprises avec des partenaires vietnamiens ou dans le cadre de contrats de coopération commerciale.</p> <p>Le capital investi aux fins d'une présence commerciale dans les services hospitaliers doit être au minimum de 20 millions de dollars EU pour un hôpital, de 2 millions de dollars EU pour une polyclinique et de 1 million de dollars EU pour un établissement spécialisé.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	<p>1) Néant 2) Néant 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
IX. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
1. Services d'hôtellerie et de restauration, y compris - Services d'hébergement (CPC 64110) - Services de restauration (CPC 642) et de vente de boissons (CPC 643)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que les services devraient être fournis parallèlement à l'investissement dans la construction de l'hôtel. L'hôtel doit être d'une catégorie égale ou supérieure à trois étoiles, selon les normes vietnamiennes de classement des hôtels. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (CPC 7471)	1) Néant 2) Néant 3) Les entreprises étrangères prestataires de services sont autorisées à fournir des services dans le cadre de coentreprises avec des partenaires vietnamiens dans lesquelles la participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital. Trois ans après l'accession, ce plafond sera porté à 51 pour cent. Cinq ans après, cette limitation relative au capital sera abolie. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant, si ce n'est que les guides touristiques travaillant dans les entreprises à participation étrangère seront des citoyens vietnamiens. Les entreprises étrangères prestataires de services ne peuvent fournir des services que pour l'entrée dans le pays. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
X. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS			
1. Services de spectacles (y compris théâtre, orchestres et cirques) (CPC 9619)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé, si ce n'est que cinq ans après l'accession, des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère ne dépasse pas 49 pour cent pourront être établies. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5. autres - Services relatifs aux jeux électroniques (CPC 964**)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Uniquement dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale ou de coentreprises avec des partenaires vietnamiens spécifiquement autorisés à fournir ces services. La participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital social des coentreprises. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
XI. SERVICES DE TRANSPORT			
1. Services de transport maritime a) Transport international de voyageurs, à l'exception du cabotage (CPC 7211) b) Transport international de marchandises, à l'exclusion du cabotage (CPC 7212)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Au moment de l'accession, les entreprises de transport maritime étrangères ne pourront établir que des bureaux de représentation au Viet Nam. Trois ans après la date de l'accession, les fournisseurs de services étrangers pourront établir des coentreprises dans lesquelles la participation étrangère sera plafonnée à 49 pour cent du capital social total. Les marins étrangers peuvent être autorisés à travailler sur des navires battant pavillon vietnamien (ou immatriculés au Viet Nam) détenus par des coentreprises établies au Viet Nam mais ils ne doivent pas représenter plus d'un tiers des effectifs à bord des navires. Le capitaine ou le second doit être un citoyen vietnamien. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	Les services portuaires ci-après sont offerts aux fournisseurs de services de transport maritime international à des conditions raisonnables et non discriminatoires: 1. Pilotage 2. Remorquage et traction 3. Embarquement de provisions, de combustibles et d'eau 4. Collecte des ordures et évacuation des eaux de déballastage 5. Services techniques portuaires 6. Aides à la navigation 7. Services opérationnels à terre, indispensables à l'exploitation des navires, notamment communications, services d'eau et d'électricité 8. Installations pour réparations en cas d'urgence 9. Services d'ancrage et d'accostage.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. Services de transport par les voies navigables intérieures a) Transport de voyageurs (CPC 7221) b) Transport de marchandises (CPC 7222)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Au moment de l'accession, les fournisseurs de services étrangers ne pourront fournir des services que par l'établissement de coentreprises avec des partenaires vietnamiens dans lesquelles la participation étrangère serait plafonnée à 49 pour cent du capital social total. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
3. Services de transport aérien a) Vente et commercialisation de services liés au transport aérien	1) Néant 2) Néant 3) Les compagnies aériennes des pays ayant signé des accords bilatéraux en matière d'aviation avec le Viet Nam sont autorisées à fournir des services au Viet Nam par l'intermédiaire de leurs bureaux de vente de billets ou de leurs agences au Viet Nam. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
b) Systèmes informatisés de réservation	1) Néant, si ce n'est que les fournisseurs de services étrangers doivent utiliser le réseau public de télécommunication géré par l'administration vietnamienne des télécommunications. 2) Néant, sauf comme indiqué pour le mode 1 3) Néant, sauf comme indiqué pour le mode 1 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Maintenance et réparation d'aéronefs (CPC 8868**)	1) Néant 2) Néant 3) Dès l'accession, deux coentreprises pourront être établies dans lesquelles la participation étrangère sera plafonnée à 40 pour cent du capital. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteurs et sous-secteurs	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5. Services de transport ferroviaire a) Transport de voyageurs (CPC 7111) b) Transport de marchandises (CPC 7112)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
6. Services de transport routier a) Transport de voyageurs (CPC 7121+7122) b) Transport de marchandises (CPC 7123)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Au moment de l'accession, les fournisseurs de services étrangers pourront fournir des services de transport des voyageurs et des marchandises dans le cadre de contrats de coopération commerciale ou de coentreprises où la participation étrangère sera plafonnée à 49 pour cent du capital, tous les conducteurs devant être des citoyens vietnamiens. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	
8. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport a) Services de stockage et d'entreposage (CPC 742) b) Services des agences de transport de marchandises (CPC 748)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Les fournisseurs de services étrangers peuvent fournir des services par l'établissement de coentreprises avec des partenaires vietnamiens dans lesquelles la participation étrangère est plafonnée à 49 pour cent du capital. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagement horizontaux"	

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

I. OBJET

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

- 2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment; soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant, sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

LISTE DES EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteurs ou sous-secteurs	Description de la mesure (applicable au secteur), y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent nécessaire l'exemption de l'obligation NPF
Tous secteurs Présence commerciale	Mesures étendant le traitement préférentiel conformément à des accords bilatéraux en matière d'investissement.	Tous pays ayant conclu avec le Viet Nam des accords bilatéraux en matière d'investissement	Indéterminée	Encourager l'investissement au Viet Nam.
Services audiovisuels – Production et distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres de gouvernement à gouvernement et des accords plurilatéraux concernant la coproduction d'œuvres audiovisuelles, qui octroient le traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui est de la distribution et de l'accès à un financement	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.
Services financiers	Un traitement préférentiel pour la fourniture de services financiers au Viet Nam pourrait être accordé aux services financiers et aux fournisseurs de services.	Tous pays ayant conclu avec le Viet Nam des accords de réciprocité en matière de services financiers	Indéterminée	Promouvoir une libéralisation accrue des services financiers entre le Viet Nam et les pays concernés de manière à contribuer à la réalisation des objectifs de développement du Viet Nam dans le secteur financier.
Services de transport maritime - transport routier interne de marchandises - stockage et entreposage de marchandises - parc à conteneurs	Ces trois sous-secteurs font l'objet d'un traitement préférentiel dans le cadre de l'accord maritime conclu entre le Viet Nam et Singapour	République de Singapour	Dix ans	Accord bilatéral

ANNEXE 1

PÉRIODES D'ÉLIMINATION PROGRESSIVE DES RESTRICTIONS CONCERNANT LES IMPORTATIONS EN VUE DE LA REVENTE ET LES DROITS DE DISTRIBUTION

Aux fins de la présente annexe, les périodes d'élimination progressive des restrictions concernant les importations en vue de la revente et les droits de distribution débuteront à la date de l'accession.

Désignation	Numéro du SH	Période d'élimination progressive relative aux droits de distribution (années)
Animaux vivants	0102, 0103, 0105, 0106	U
Sucre	1701	U
Aliments pour animaux	2302, 2309	6
Ciment	2523	8
Pneus	40111000, 40112010, 40114000	6
Papiers	4801, 4802, 4804, 4807, 4810, 4820, 4823	8
Livres, journaux	4902, 4903, 4907, 4909, 4910, 4911	U
Verre	7004, 7005, 7016	8
Fer, acier	7208-7217, 7303-7306	6
Machines	8442, 8443	U
Dispositifs de radiodiffusion, sans fil et audiovisuels	8524-8526	U
Véhicules automobiles, voitures, motocyclettes	8701-8709, 8711, 8714, 8716	8
Fibres optiques et faisceaux de fibres optiques	9001	6
Timbres postaux	9704	U